

TOUS ENSEMBLE CONTRE LEURS CRISES

Front des Gauches – pour la manifestation Climat du 28 novembre

Aujourd'hui, l'écosystème s'étend d'environ 8000m au-dessus du niveau de la mer, à environ 4000m en dessous de la surface des océans.

Partout une même constatation : l'espace est pollué (épaves et satellites militaires et civils) ; l'atmosphère est polluée (CO₂, poussières de notre industrie, couche d'ozone gravement « trouée » par les explosions nucléaires en atmosphère et par les CFC...) ; les océans sont pollués (déchets industriels, mazout, égouts, produits chimiques et pharmaceutiques, déchets nucléaires) ; les sols et nappes phréatiques sont pollués (décharges, déchets, métaux lourds, engrais, agriculture intensive...) générant des dommages critiques sur l'ensemble de la faune et la flore.

Le système économique capitaliste, basé sur la course au profit à tout prix, dégrade l'environnement et épuise les ressources à vive allure. Une minorité s'enrichit sans partage de ce gaspillage et de ce pillage. Cet-

te soif de profit infernale conduit en même temps à un déséquilibre social planétaire, générant chômage, précarité, pauvreté, famine, conflits et guerres. Afin de garantir les approvisionnements en matières premières et en énergie, le capitalisme recourt de plus en plus souvent à la force militaire, avec au sommet de cette logique le chantage de l'arme nucléaire, au point qu'une extinction de notre espèce n'est pas exclue. La force policière de répression des citoyens menace les libertés individuelles et collectives.

C'est dans ce contexte que la mobilisation de ces 27 et 28 novembre pour la lutte contre le réchauffement climatique prend tout son sens. Des rapports du GIEC, il faut conclure que le plafond de 1,5°C d'augmentation de la température ne doit pas être dépassé si l'on veut éviter des conséquences graves, non seulement sur l'écosystème, mais aussi sur les conditions de vie, l'alimentation, l'accès à l'eau d'une partie importante de la population mondiale, en particu-

lier des plus pauvres alors qu'ils ne portent aucune responsabilité dans le réchauffement. Or, ce plafond ne peut sans doute plus être respecté, et même une hausse de 2°C semble malheureusement inévitable. Ces chiffres indiquent, sans aucune équivoque, qu'une rupture radicale avec la logique du profit est nécessaire et urgente pour éviter une plongée dans la barbarie.

Un objectif drastique à long terme et un plan à court et moyen terme sont donc indispensables. Il s'agit, en deux générations, de sortir des combustibles fossiles, donc de réduire la consommation d'énergie et la production matérielle tout en garantissant le droit au développement des milliards d'êtres humains qui manquent de l'essentiel, et en prenant d'amples mesures de réparation et d'adaptations aux aspects inévitables des changements climatiques. Seul un changement total du mode de production et de consommation pourrait prétendre arriver à ces objectifs en 2050.

Il est indispensable de définir des lignes directrices :

• Les responsables capitalistes du gâchis, et non les victimes, doivent payer les pots cassés.

• La priorité doit être mise à la réduction de la consommation énergétique dans les pays développés.

• Les gigantesques investissements nécessaires pour augmenter l'efficacité énergétique et pour passer intégralement aux renouvelables doivent être réalisés indépendamment des coûts.

• Les technologies propres doivent être transférées gratuitement aux pays en développement, à la seule condition

d'être mises en œuvre par le secteur public et les collectivités locales, sous contrôle démocratique.

• Pas de fuite en avant productiviste au moyen de technologies dangereuses : non au nucléaire, aux agrocarburants, aux OGM et à l'utilisation massive de la capture-séquestration du CO₂.

• Suppression des productions inutiles et nuisibles (en premier lieu les armes). Rupture avec le « tout à l'automobile ». Reconversion des travailleurs concernés avec maintien des acquis, sous contrôle des intéressés.

•Les ressources naturelles sont des biens communs de l'humanité. Le secteur de l'énergie et ses avoirs doivent être mis sous contrôle public.

•Droit égal de tous les êtres humains à l'utilisation des ressources, en respectant le potentiel de la planète pour les générations futures. Gestion et contrôle public de l'eau, des sols, des forêts et de l'atmosphère.

•Assurer le bien-être collectif et satisfaction des besoins

fondamentaux de tou(te)s et le sauvetage du climat, quel qu'en soit le coût.

•Reconnaissance de l'être humain pour ce qu'il est et non pour ce qu'il possède.

•Elimination de toute forme de colonialisme, d'impérialisme et d'interventionnisme.

•Paix entre les peuples.

La réalisation de ces objectifs implique une réorientation à court terme des objectifs de production dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré et contrôlé.

Des mesures telles que le commerce des quotas de CO² ou les subventions pour l'achat de voitures moins polluantes sont des leurres. Il faut remettre en cause radicalement ce système économique qui implique le mythe d'une croissance infinie dans un monde fini. Nous voulons une écologie qui ne se moule pas dans le capitalisme mais au contraire qui nous sorte de sa logique mortelle.

Il y a des mesures immédiates à prendre. Il s'agit d'en finir avec les gaspillages capitalistes et la croissance productiviste pour donner priorité aux besoins sociaux et au développement humain dans le respect du fonctionnement de la biosphère. Il s'agit de développer une économie locale et démocratiquement planifiée. Il faut réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 (par rapport à 1990 dans les pays industrialisés).

•Le commerce des quotas de CO² est à proscrire car il permet d'éviter les vraies mesures de réductions des émissions, et il renforce à nouveau une forme d'impérialisme et d'injustice sociale.

•Les services de transports publics doivent être étendus, améliorés et gratuits.

•Il faut un large plan public de construction, d'isolation et de rénovation du logement (en priorité social).

•Les moyens du complexe militaro-industriel, grand protecteur de l'impérialisme, doivent être réorientés rapidement vers ces objectifs environnementaux et sociaux.

•Les réponses capitalistes au défi climatique signifient plus d'injustice sociale, plus de dégradations environnementales et plus de technologies dangereuses. Le lobbying sur les gouvernements est une voie sans issue. L'alternative viendra des luttes des exploité(e)s et des opprimé(e)s. Elles seules et eux seuls peuvent présenter une alternative qui satisfait les revendications sociales et environnementales, en sortant de la société de consommation et d'exploitation capitaliste pour passer à la société du bien vivre et bien être.

Dans ce projet, il y a énormément à faire et il n'y a pas de place pour le chômage, la discrimination et la pauvreté. Ce projet n'est pas seulement écologique, il est aussi social, car ces deux aspects sont intimement imbriqués. Il nécessite la lutte commune et solidaire des exploité(e)s et des opprimé(e)s du monde entier.

